

Quelles garanties peut-on nous donner maintenant qu'il n'y aura pas un jour, assis sur ces bancs, un gouvernement qui va utiliser les pouvoirs à cette fin?

Le très hon. Joe Clark (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, je ne veux pas utiliser les mots que je dois utiliser. Ce que le député a dit, c'est d'une malhonnêteté totale!

Des voix: Bravo!

[Traduction]

M. le Président: Le très honorable ministre doit sûrement savoir que ses paroles dépassent les bornes; je lui demanderais de les retirer et de poursuivre sa réponse.

[Français]

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, si les mots ne sont pas acceptables au Parlement, naturellement je vais suivre les règlements du Parlement. Mais je dois dire que le comportement du député qui a peur des faits, qui cherche à décevoir les citoyens du Québec, cela aussi, c'est inacceptable dans une démocratie comme la nôtre.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Récemment, le gouvernement du Canada et celui de la Saskatchewan ont conclu une entente historique qui a permis de régler des revendications territoriales en suspens. M. Ovide Mercredi, chef national de l'Assemblée des premières nations, aurait déclaré, d'après les médias, que cette entente ne doit pas être interprétée comme une solution pour d'autres provinces.

Cela m'inquiète beaucoup. N'a-t-on pas raison de penser que cette entente pourrait au moins servir de base à de futures ententes fédérales-provinciales?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, le député de Regina—Wascana a posé une question très importante quant à savoir à quel point le gouvernement est résolu à honorer les engagements historiques que nous avons pris en signant des traités.

Questions orales

Je voudrais que les députés sachent combien nous sommes fiers d'avoir conclu il y a une semaine et demie une entente territoriale historique avec le premier ministre de la Saskatchewan, l'honorable Grant Devine, entente grâce à laquelle quelque 27 bandes de la Saskatchewan jouissant de droits de propriété issus de traités verront doubler la superficie des terres qu'elles possédaient, c'est-à-dire obtiendront 1,5 million d'acres supplémentaires et une somme de 481 millions de dollars.

C'est un règlement honorable dont s'est félicité vivement le chef national de l'Assemblée des premières nations, qui était présent à cette occasion.

* * *

LE LOGEMENT

M. Joe Fontana (London—Est): Monsieur le Président, le gouvernement voudrait faire croire aux Canadiens que la récession est terminée et que la reprise économique est bien amorcée. Les Canadiens ne sont pas dupes. D'ailleurs, les représentants de l'industrie de la construction domiciliaire au Canada n'y croient pas non plus, même qu'ils estiment que c'est tout le contraire.

M. Gary Reardon, président de l'ACCH, déclare que l'industrie ne fonctionne qu'à 60 p. 100 de sa capacité et que des milliers de travailleurs de la construction attendent encore la reprise économique que leur avait promise le gouvernement.

Ma question s'adresse au ministre responsable de l'habitation. Acceptera-t-il enfin de mettre en oeuvre le programme concernant le versement initial de 5 p. 100, qui permettrait à des milliers de nos concitoyens d'acheter leur première maison et à des milliers d'ouvriers de retourner au travail?

M. Dave Worthy (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, le député a participé à de nombreuses discussions que nous avons eues à la Chambre et ailleurs; il sait donc qu'il existe de nombreuses façons d'aider ceux qui veulent acheter une première maison.

Nous étudions plusieurs possibilités, mais nous n'avons encore pris aucune décision. Dès que nous le ferons, nous en aviserons le député.

• (1500)

M. Joe Fontana (London—Est): Monsieur le Président, depuis plus d'un an, le gouvernement a laissé en veilleuse cette proposition, qui s'est pourtant avérée utile par le passé, sans rien coûter aux contribuables.